

Nous appelons tous les fils de notre peuple palestinien en lutte à exprimer leur refus de cette prétendue conférence qui réalise les espoirs des sionistes, considérés encore dans un passé récent comme un rêve irréalisable. Nous jurons devant Dieu, devant notre peuple héroïque et notre nation arabe et islamique, que nous continuerons la lutte de toutes nos forces, que nous consoliderons l'unité de notre peuple et de notre nation jusqu'à la victoire certaine. « Ils te demanderont quand sera (la victoire). Tu leur diras : bientôt » (Coran).

Mouvement Hamas. Mouvement de Djihad Islamique. Front Populaire de Libération de la Palestine - Commandement général. Mouvement de libération nationale de la Palestine Fatah - Conseil révolutionnaire. Mouvement de libération nationale de la Palestine Fatah - Intifada. « Le courant islamique combattant ».

Source : *al-Hayat*, Londres, traduction Aïcha Marmouset.

La conférence de Téhéran

Du 19 au 22 octobre 1991, une « conférence internationale de soutien à la révolution islamique du peuple de Palestine » s'est tenue à Téhéran conformément à une loi adoptée le 14 mai 1990 par l'Assemblée islamique consultative iranienne (*Majlis al-choura*) (1). La conférence de paix parrainée par les Etats-Unis et l'Union soviétique ayant été annoncée pour le 30 octobre, l'Iran a donné un relief tout particulier à sa propre conférence, tentant d'exploiter cette coïncidence de date pour se constituer en unique et ultime recours du camp du refus, islamiste comme nationaliste.

Fonctionnement de la conférence

La conférence a réparti ses travaux entre une assemblée plénière et trois commissions de travail, les participants à la conférence désireux de prendre la parole ayant accès à l'ensemble des forums. La première commission avait pour tâche de dresser un « bilan sur toutes les questions rencontrées par la révolution islamique de Palestine et sur les moyens permettant d'apporter un soutien à l'intifada palestinienne » ; la seconde commission se devait de « passer en revue les moyens pratiques permettant d'apporter un soutien à la nation palestinienne à l'intérieur comme à l'extérieur des Territoires occupés et de prévenir la poursuite de la migration des Juifs vers la Palestine occupée » ; la troisième commission avait pour tâche d'étudier « le rôle des Parlements dans le soutien à apporter à la révolution islamique de Palestine ».

Participation à la conférence

Quelque 400 participants originaires d'une quarantaine de pays ont participé aux débats de la conférence, « délégations parlementaires des pays islamiques », « partis et groupes politiques palestiniens », « groupes et personnalités islamiques et révolutionnaires ». Seuls trois pays, semble-t-il (2), ont été représentés à un niveau ministériel : le Liban (M. Walid Junblatt, ministre des Transports, des Travaux publics et du Tourisme, et Zahir al-Khatib, ministre des Réformes), le Soudan (M. Abdallah Muhammad M. Ahmad, ministre de la Culture et de l'information) et le Pakistan (M. Ali Jadun, ministre de la Justice et des Affaires parlementaires). Nombreuses étaient néanmoins les délégations parlementaires (Algérie, Bangladesh, Ghana, Irak, Jordanie, Namibie, Palestine, République sahraouie, Sénégal, Syrie, Tunisie, Yémen), certains Parlements étant représentés par leur président (dont l'Algérie, la Jordanie et les Palestiniens).

La quasi-totalité de l'éventail des « partis et groupes politiques palestiniens » avaient envoyé leurs représentants, même dans le cas de divergences fondamentales sur les positions de base défendues par l'Iran : ainsi l'OLP était-elle représentée par Chaykh Abd al-Hamid Al-Sayeh, président du Conseil National Palestinien (CNP) ; après avoir chanté l'intifada et rappelé l'espoir placé par la Centrale palestinienne dans les processus

(1) Cette préoccupation de la République islamique d'Iran pour les affaires palestiniennes n'est pas nouvelle : deux « conférences internationales de soutien au soulèvement islamique en Palestine » ont déjà été réunies auparavant, la toute dernière s'étant tenue du 12 au 14 décembre 1989 ; parallèlement à cette initiative, une « Première conférence islamique à propos de la Palestine » a également été réunie du 4 au 6 décembre 1990 à l'initiative du Centre d'études politiques et internationales du ministère des Affaires étrangères.

(2) Pour des « raisons de sécurité », aucune liste de participants n'a été diffusée ; les noms qui figurent ici proviennent des interviews données à la presse, des documents signés et diffusés lors de la conférence et de mes propres observations ; leur liste ne saurait donc être exhaustive.

de paix en cours, le président du CNP s'est réfugié dans le silence face aux violentes diatribes menées par les opposants nationalistes à la ligne du « courait central » arafatiste, menés par M. Ahmad Jibril, et au radicalisme islamique du Jihad ou de Hamas. Malgré leur rejet de l'acceptation par le CNP d'une participation palestinienne à la conférence de paix de Madrid, le Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP de Nayef Hawatmeh) et le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP de George Habache) avaient choisi de n'envoyer que des représentants de rang médiocre. D'autres organisations, au contraire, étaient représentées par leur secrétaire général : le Front Populaire de Libération de la Palestine-Commandement Général (FPLP-CG) avec Ahmad Jibril, accompagné de plusieurs de ses adjoints, les dissidents du Fath avec Abou Moussa, ou encore le Parti communiste révolutionnaire avec Arabi Awad. Le camp islamiste était lui-même représenté dans son ensemble et au plus haut niveau : le Mouvement du Jihad Islamique-Palestine était présent à travers Chaykh Abd al-Aziz Uda, son « guide spirituel », et le docteur Fathi Shqaqi, son « secrétaire général », tous deux bannis de Gaza au début de l'intifada ; Chaykh Asad Bayyoud al-Tamimi représentait le Jihad islamique-Bayt al-Maqdis tandis que Ahmad Muhanna, également banni de Gaza, représentait le Hezbollah-Palestine (3) ; la présence de ces trois organisations, traditionnellement liées à l'Iran ne pouvait surprendre, la nouveauté résidant dans la large participation des mouvements relevant de la mouvance des Frères musulmans : la branche jordano-palestinienne de l'Association avait envoyé son guide suprême, chaykh Abd al-Rahman Khalifa, tandis que le Mouvement de la Résistance islamique-Hamas avait délégué son porte-parole officiel (de l'Extérieur des Territoires occupés), l'ingénieur Ibrahim Ghawshah, accompagné de plusieurs autres représentants ; quelques personnalités « indépendantes » de la mouvance islamiste étaient également présentes tel l'intellectuel (chrétien converti) Mounir Chafiq, de même que divers chaykhs palestiniens réfugiés au Liban. Mis à part les bannis, qui relevaient tous de la sphère islamique, aucun participant palestinien ne venait de l'Intérieur des Territoires occupés (4).

La troisième catégorie de participants annoncée, les « groupes et personnalités islamiques et révolutionnaires » était sans nul doute la plus nombreuse. Par le nombre de ses membres et la part qui lui a été accordée dans les présidences en tout genre, le groupe libanais aura été le plus important : le Hezbollah bénéficiait de tous les honneurs avec l'Ayatollah al-Sayyid Muhammad Husayn Fadlallah, Abbas al-Moussawi ou encore Chaykh Toufayli ; d'autres mouvements liés à l'Iran étaient également présents tels le Rassemblement des ulémas (chaykh Mahir Hammoud), le Mouvement islamique combattant (Hamdallah Hamdan) ou encore la Résistance croyante (Mustafa al-Dayrani) ; lié à la Syrie, le mouvement (chiïte) Amal de Nabih Berri, n'avait pas, semble-t-il, envoyé de représentant. Chaykh Saïd Chaaban du Mouvement (sunnite) de l'Unité, ancien allié de Yasser Arafat à Tripoli, a également participé aux débats (comme il avait assisté aux conférences précédentes) ; Walid Junblatt représentait le Parti Socialiste Progressiste et Suhayl Qassar le Ba'th ; Anis Naccache, auteur à Paris de la première tentative d'assassinat de l'ancien premier ministre du chah, Chapour Bakhtiar, avait également été invité.

Mais un autre groupe, trans-national celui-là, s'est également signalé par son importance numérique et les honneurs conférés par le pays hôte : les délégués des diverses organisations de la mouvance des Frères musulmans ; il s'agit là d'une importante nouveauté dans les relations entre cette Association sunnite et l'Iran. Outre la présence déjà signalée du guide suprême de la branche jordano-palestinienne et des plus hauts échelons de Hamas à l'Extérieur des Territoires occupés, la branche égyptienne était représentée par l'adjoint de son guide suprême, Mustafa Machhour, et son porte-parole, Muhammad al-Mamoun ; de nombreux membres ou proches de cette mouvance égyptienne se trouvaient également à Téhéran tels Ibrahim Chukri, secrétaire général du Parti du travail (qui avait permis aux Frères musulmans, interdits de politique en tant que tels, de concourir sous son étiquette à des élections législatives), Fahmi al-Wuhaydi, éditorialiste au quotidien *al-Ahrâm* ou encore des journalistes de l'hebdomadaire *al-Chaab* ; aucun représentant officiel n'avait été mandaté par le gouvernement égyptien, ardent défenseur de la conférence de Madrid. Les mouvements algériens (al-Nahda avec Abdallah Jab,

(3) Des tracts du mois d'août 1991, reproduits dans un petit dossier de presse diffusé auprès des participants, font état de l'adoption de ce label par l'ancien Jihad islamique-Bayt al-Maqdis qui avait revendiqué l'attentat d'Ismailiyya de février 1990 ; Chaykh Tamimi et Ahmad Muhanna représenteraient donc dorénavant le même mouvement.

(4) Selon certains témoignages recueillis à Jérusalem, T. Ghawshah bénéficierait encore du permis de se rendre dans les Territoires occupés ; je n'ai malheureusement pas pu vérifier cette affirmation.

le Front islamique de salut avec M. Ben Azuz) et tunisien (al-Nahda avec Dhusalim al-Maskin) de la mouvance Frères musulmans ont également activement participé à la conférence en compagnie de divers réfugiés politiques maghrébins animateurs de revues ou de radios en France ou ailleurs.

Il faut également signaler la présence de délégations afghanes (dont l'Hodjatoleslam Rahmatollah Murtagawi, porte-parole du Hizb al-Wahda al-Islamiyya, et Burhan al-Din Rabbani du Jamiyat islami) et d'une double délégation irakienne, étatique et d'opposition; cette présence, soulignée par les organisateurs a, cependant, suscité à plusieurs reprises des polémiques dans la salle hostile à la délégation parlementaire.

La répartition des présidences, officiellement élues mais en réalité « proposées » par les organisateurs pour être ensuite entérinées par acclamation, manifeste avec clarté les préoccupations iraniennes du moment : la présidence générale de la conférence a été « donnée » à l'Hodjatoleslam Mehdi Karroubi, par ailleurs président du Majlis al-choura, confirmant ainsi le contrôle des « radicaux » sur la gestion de cette conférence; Chaykh Karroubi s'est donné pour adjoints Abd al-Aziz Belkhadem, président du Parlement algérien, Chaykh Abd al-Aziz Uda, guide spirituel du Mouvement du Jihad islamique-Palestine; Iftikhar Naqwi, du Pakistan, a obtenu le secrétariat; on peut penser qu'un tel choix visait à s'acquérir la caution tant de l'ancien pôle du progressisme arabe, longtemps catalyseur du « front arabe du refus », que celle du mouvement palestinien qui allie légitimité populaire acquise par sa participation éminente à l'explosion de l'intifada et refus des positions de l'OLP. Les « élections » aux bureaux des trois commissions ont confirmé la volonté d'accorder un rôle important à la fois aux soutiens traditionnels de la République islamique (mollahs chiites, libanais et iraniens, et représentants des diverses organisations de Jihad islamique), aux nouveaux venus que sont les Frères musulmans et à divers Etats censés apporter une caution « progressiste » ou « patriotique arabe » (Algérie, Jordanie); l'Iran a également donné un relief tout particulier à la présence de délégués musulmans venus du Pakistan et d'Inde. L'Ayatollah Muhammad Husayn Fadlallah a ainsi présidé la première commission, assisté de l'Imam Abdallah Bukhari (Inde) et d'Abd al-Rahman Khalifa; Mustafa Machhour a, quant à lui, présidé la seconde commission, assisté de D' Asad Kaylani (Pakistan) et d'Uthman Ali Taha (Soudan) tandis que la troisième commission était présidée par l'Hodjatoleslam Karroubi lui-même, assisté de Abd al-Aziz Belkhadem et de Abd al-Latif Arabiyyat.

Bien qu'issue des milieux iraniens réputés « radicaux », la conférence a également rencontré le soutien des « pragmatiques », chacune des plus hautes instances de l'Etat ayant apporté sa contribution, au-delà des cercles restreints du Majlis organisateur de la réunion : le président de la République, Hashemi Rasfandjani, est intervenu devant la conférence depuis la tribune du Majlis et, quelques jours plus tard, a conveni l'ensemble des participants à un dîner somptueux (5); le guide de la révolution, l'Ayatollah Ali Khamenei, a accordé à l'ensemble des participants une audience, tandis qu'Ahmad Khomeyni, le fils de l'Imam disparu, a fait le déplacement pour s'adresser à la conférence; Ali Akbar Velayati, ministre des Affaires étrangères, s'est lui aussi adressé aux participants de la conférence, offrant un déjeuner dans les locaux du Centre d'Etudes Politiques et Internationales.

L'insignifiance du nombre de représentations à un niveau ministériel doit être signalée, de même que l'absence des grands ténors palestiniens de l'opposition au courant central de l'OLP (Georges Habache, du FPLP, et Nayef Hawatmeh, du FDLP, n'avaient pas jugé bon de faire le voyage de Téhéran) pas plus que Khaled al-Fahoum, ancien président du CNP et président du Front de Salut National palestinien, basé à Damas et allié de la Syrie; il faut également souligner le niveau médiocre de la délégation envoyée par la Syrie, autrefois premier allié arabe de l'Iran.

Les prises de positions

Le contenu des discours, qui tournaient tous autour de l'illégitimité ontologique de l'Etat d'Israël et de l'impératif religieux et politique de libération de la terre de Palestine tout entière, n'ont réservé aucune surprise. Si la conférence de Madrid a été sans cesse vilipendée comme « conférence de la capitulation », tandis que les Etats-Unis se voyaient dénoncés dans la grande tradition, comme le « complot sioniste mondial », les attaques directement dirigées contre l'OLP ne sont venues que des seules délégations

(5) C'est, selon un observateur qualifié de la scène politique iranienne, sur le seul coût de ce dîner qu'aura porté la critique adressée par l'aile radicale au « pragmatique » Rafsandjani.

palestiniennes du refus FPLP-CG, Hamas et Jihad islamique ; les autres participants se contentant de dénoncer les décisions du CNP.

Les résolutions finales ont réaffirmé les positions de principe sur la question palestinienne : illégitimité de l'Etat d'Israël fruit du « complot sioniste » et de la « conspiration des ennemis de l'islam », et souveraineté du peuple palestinien sur l'ensemble de la Palestine ; la conférence a, ainsi, condamné la politique des Etats-Unis, alliés du régime sioniste, et la « soi-disant conférence de paix du Moyen-Orient ». Dans le domaine de l'action, la conférence a appelé « les pays islamiques à mettre en place des unités militaires permanentes au sein de leurs forces armées en vue de constituer l'armée de libération de Jérusalem » (art. 8) ; elle a décidé de créer « un secrétariat permanent » de soutien à la révolution islamique du peuple palestinien dont le quartier général serait à Téhéran (art. 19) et a souligné la nécessité de créer un fonds islamique de soutien à l'intifada. La conférence a proclamé le dernier vendredi de Ramadan « journée internationale de Jérusalem ».

**

La prétention de l'Iran à devenir le nouveau pôle du refus dans la question palestinienne, un mois à peine après la tenue des conférences de Téhéran et de Madrid, paraît mal engagée ; elle se trouve dépendre, en tous cas, tant de l'audience des mouvements islamistes palestiniens que de la volonté de la mouvance des Frères musulmans, la seule à bénéficier d'une réelle base populaire, de renforcer leur toute nouvelle relation avec la République islamique. L'absence du FPLP et du FDLP, les seules organisations palestiniennes d'importance opposées à la politique de Yasser Arafat, en effet, a empêché l'Iran de prendre le relais de l'Algérie et de la Syrie en tant que pôle du refus ; l'influence de la République islamique se trouve ainsi confinée à la seule mouvance islamiste et à ses clients groupusculaires traditionnels. La présence du Mouvement de la Résistance islamique-Hamas et des diverses organisations de la mouvance des Frères musulmans est, certes, importante par sa nouveauté mais lie l'Iran à un camp à l'audience fluctuante et à l'allégeance incertaine. Hamas, ces deux dernières années, a en effet connu un gonflement considérable de ses rangs ; mais, plus que d'islamistes convaincus, il s'agissait de déçus de l'OLP : les récentes élections à la Chambre de commerce de Gaza ont montré avec éclat que les espoirs, pourtant maigres, engendrés par la conférence de Madrid ont déjà fait reculer l'audience du MRI dans une région considérée pourtant comme l'un de ses fiefs (6) ; rassembleur de mécontents, le MRI serait en position d'infériorité face à un pôle d'opposition à la politique de Yasser Arafat interne à l'OLP qui, en cas d'échec des négociations initiées à Madrid, ne manquerait pas de se créer au-delà des limites des seuls FPLP et FDLP ; l'Iran aurait ainsi échoué à devenir le pôle du refus. La présence de Hamas à Téhéran, en outre, ne peut être analysée en termes d'alliance stratégique : la mouvance des Frères musulmans, a toujours manifesté sa méfiance sinon son dégoût pour le chiisme comme pour l'« islam révolutionnaire » de type iranien ; elle émerge largement, ne l'oublions pas, aux budgets des Etats du Golfe ; en outre, une alliance entre le FPLP et Hamas fonctionne déjà depuis plusieurs mois dans les Territoires occupés ; une coalition formée de partisans contestataires du Fatah, et de Hamas, du FPLP, du FDLP et du Parti du peuple (ex-Parti communiste) a même été constituée face à une liste exclusivement Fatah lors des élections à l'Union des Diplômés d'Hébron qui se tiendront le 22 novembre ; vue du côté Frères musulmans, l'alliance entre Hamas et l'Iran n'est donc vraisemblablement que purement tactique et, peut-être, ponctuelle : profiter de ce forum international convoqué par l'Iran pour marquer sa différence, sans présager de futures alliances en dehors de la sphère gérée par la République islamique.

Jean-François LEGRAIN
Chargé de recherche au CNRS
CEDEJ Le Caire

Monde arabe
Maghreb
Machrek
N° 134
oct.-déc. 1991

dossiers et
documents

127

(6) Tenues le 4 novembre, 13 des 16 sièges sont allés aux nationalistes. Hamas n'emportant que les 3 sièges restants.